

COVID-19 : l'opposition vaccinale est un puissant révélateur des tensions socio-politiques

Serge Cannasse

8 octobre 2021

France — Dans la « vague 12 » de leur « Baromètre de la confiance politique », enquête par questionnaire auprès d'un panel de 2.105 personnes âgées de 18 ans et plus, les chercheurs du CEVIPOF (Centre de recherche politique de Sciences Po) avaient montré en février 2021 que les personnes réticentes ou opposées à la vaccination contre le SARS-CoV-2 avaient une attitude de défiance institutionnelle plus forte que les autres, en particulier vis-à-vis de la police, de l'armée, de la justice, de l'école, de la Sécurité sociale et des organismes privés.

Ces mêmes chercheurs ont renouvelé leur enquête en mai 2021 auprès des mêmes personnes (n=1.832), après le constat, confirmé depuis, d'une nette progression de la couverture vaccinale et des intentions de se faire vacciner dans la population. Ainsi, le pourcentage des répondants n'ayant pas l'intention de se faire vacciner a baissé de 10% pour passer de 30 à 20% de l'échantillon et celui des hésitants de 6% (13% de l'échantillon). Leur but était d'examiner si cela correspondait à un « regain de confiance dans les institutions de notre système démocratique », au-delà des facteurs les plus souvent avancés pour expliquer la baisse de la défiance vaccinale : mimétisme des comportements, diminution des incertitudes sur les effets secondaires, sanctions sociales pour les non-vaccinés.

La baisse de la défiance vaccinale n'est pas un signe de baisse de la défiance institutionnelle

En effet, malgré la progression des chiffres, il existe une « forte inertie des attitudes ». Ainsi, 56% de ceux qui déclaraient vouloir se faire vacciner en février l'ont fait et 34 % des hésitants de la première vague d'enquête le sont encore à la seconde. Les chercheurs ont alors posé l'hypothèse que « la mobilité de l'intention vaccinale ne traduit pas nécessairement un regain de confiance vis-à-vis de la politique gouvernementale mais qu'elle s'inscrit plutôt dans un mécanisme de déplacement de la défiance sur d'autres items. » Pour la vérifier, ils ont introduit trois nouveaux indicateurs dans leur enquête, qu'ils ont corrélés aux précédents.

- Le choix du vaccin : 43% des répondants accepteraient n'importe lequel proposé, mais 54% veulent choisir leur produit.
- L'obligation vaccinale : 51% des répondants y sont plutôt ou tout à fait favorables, et 46% plutôt ou tout à fait opposés.
- La confiance à l'égard des pouvoirs publics pour gérer les effets secondaires : 56% ont un peu ou tout à fait confiance, et 41% n'ont pas du tout ou pas beaucoup confiance.

Un sentiment partagé de mépris et d'injustice

Comme dans l'enquête de février 2021, défiance vaccinale et défiance institutionnelle vont de pair, en particulier à l'égard de la justice : 70% des antivaccins résolus n'ont pas confiance en elle, alors qu'ils ne sont que 41% chez les provaccins. Cette défiance vis-à-vis de la justice est très marquée chez ceux qui sont opposés au caractère obligatoire de la vaccination : 66% de ceux-ci n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance en elle. Elle l'est également chez ceux qui n'ont pas confiance dans les pouvoirs publics pour gérer les effets secondaires de la vaccination : 77% d'entre eux n'ont pas confiance dans la justice.

Enfin, 36% des antivaccins résolus considèrent vivre dans une société « très injuste » contre seulement 10% des individus souhaitant se faire vacciner, et 7% des individus déjà vaccinés. La proportion est encore plus forte chez les personnes n'ayant pas confiance dans les pouvoirs publics pour gérer les effets secondaires : 41% d'entre eux estiment que notre société est très injuste, contre 3% de ceux qui ont confiance !

Attitudes à l'égard de la vaccination : révélatrices des tensions socio-politiques

Une question ouverte a été posée : de quelle manière la société française vous traite-t-elle ? L'analyse des mots les plus souvent mentionnés montre que « le refus de la vaccination est lié au sentiment de ne pas être considéré ou respecté. » Par exemple, le terme « mépris » est employé par 29% du total des répondants, mais par 51% des antivaccins résolus et 26% des provaccins résolus. Celui « d'injustice » par respectivement 24, 37 et 21%.

Les auteurs en concluent que « les attitudes vis-à-vis de la vaccination sont un puissant révélateur de tensions socio-politiques récurrentes dans le pays : la défiance institutionnelle et le sentiment d'injustice. » Ils invitent les pouvoirs publics à la prudence quand ils établissent une priorité vaccinale selon les catégories de population, le risque étant d'augmenter « le sentiment d'un traitement inéquitable. »

Cet article a été initialement publié sur [Univadis.fr](https://www.univadis.fr), membre du réseau Medscape. Adapté par Aude Lecrubier.

Références

1. Virginie Tournay et Bruno Cautrès. « [Les déterminants politiques de la rationalité vaccinale : analyse d'une passion française \(II\)](#) », Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF, vague 12bis, septembre 2021.

Crédit image de Une : Anna Rozhkova/[Dreamstime.com](https://www.dreamstime.com)

Actualités Medscape © 2021 WebMD, LLC

Citer cet article: COVID-19 : l'opposition vaccinale est un puissant révélateur des tensions socio-politiques - *Medscape* - 8 oct 2021.